

**L'évolution de la situation militaire à proximité de Compiègne en 1917 :**  
 - le repli du front allemand entre Arras et Vailly-sur-Aisne, en mars  
 - l'offensive britannique du 9 avril en Artois

# COMPIEGNE

## *et ses environs*

### *en 1917*

Michel DICHARD

Dans le *Journal de Paris* (dirigé par Charles Hubert) daté du 20 mars 1917, on pouvait lire en première page les informations suivantes :

- repli allemand entre Arras et Soissons ;
- abdication du tsar Nicolas II ;
- constitution du gouvernement dirigé par Alexandre Ribot.

Début avril, c'est la déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne, en réponse à la guerre sous-marine à outrance, qui fait la une du journal.

Quand Georges Guynemer disparaît le 11 septembre, au dessus de Poelkapelle (six kilomètres environ au nord-est d'Ypres), les Britanniques sont englués depuis juillet dans une offensive coûteuse, qui va durer deux mois encore et se révéler plus meurtrière que celle déclenchée par Nivelles en avril au Chemin des Dames. L'engagement américain, qui tarde à se concrétiser sur le terrain, ne peut compenser la défection russe, effective depuis la mi-décembre. Le désastre italien de Caporetto (recul du front d'une cinquantaine de

kilomètres) achève une année militairement catastrophique. Pour reprendre l'expression du Président Raymond Poincaré, l'année 1917 est vraiment "*l'année trouble*".

Comment les Compiègnais ont-ils vécu cette année ? Beaucoup ont écrit sur cette époque, et j'aurais eu quelque scrupule à en rajouter, si mon ami Jacques Bernet ne m'y avait invité, me permettant ainsi de renouer avec l'histoire d'une région qui m'a profondément marqué.

Evoquer Compiègne en 1917, c'est inévitablement parler de l'installation du Grand Quartier Général (G.Q.G.) au château début avril, sans oublier les autres formations, en particulier hospitalières. Ici comme ailleurs, la présence de l'armée fut parfois pesante et engendra des tensions avec les civils, tensions peut-être exacerbées par la relative proximité de la Capitale.

Pour ce qui concerne la région, on ne peut passer sous silence le repli allemand qui "libéra" Lassigny, Ribécourt, Noyon, non sans y laisser

maintes destructions. La décision prise en gare de Compiègne de déclencher l'offensive dite du Chemin des Dames est évidemment liée à la présence récente du G.Q.G. On ne parlera pas de l'offensive elle-même, extérieure à la région, mais d'une des conséquences de son échec : la mutinerie de Coeuvres. On verra pourquoi j'ai rattaché à Compiègne le drame de ce petit village situé dans l'Aisne.

Compte tenu des articles que j'ai déjà écrits dans les *Annales Historiques Compiègnaises*, on me permettra d'être parfois bref et d'inviter le lecteur à s'y reporter quand il y a lieu et s'il le juge utile (1).

#### Le repli allemand entre Roye et Noyon

Programmée par la Direction suprême allemande dès septembre 1916, l'opération "*Alberich*", en raccourcissant le front de près de soixante dix kilomètres entre Arras et Soissons, visait à renforcer le dispositif tout en économisant des effectifs (une quinzaine de divisions) après les lourdes pertes subies à Verdun.



**Les destructions dans le Noyonnais après le repli allemand de mars 1917 :**  
*Ruines de l'église de Ribécourt* *Arbre scié par les Allemands en retraite*



**Visite du Président de la République Raymond Poicaré au maire Ernest Noël,**  
**dans Noyon libéré, 24 mars 1917**

Commencé le 9 mars, le repli devait durer jusqu'au 8 avril, mais la région qui nous intéresse fut évacuée plus tôt, les troupes allemandes effectuant un déplacement plus court pour s'installer sur leurs nouvelles positions, entre le massif de Saint-Gobain et le plateau du Moulin de Laffaut.

Les destructions qui ont accompagné le repli des troupes ont touché principalement les communications mais ont également frappé la population, dont une grande partie fut évacuée.

Pour s'en tenir à un seul exemple : Ribécourt, chef-lieu de canton de 840 habitants en 1914, était totalement vidé de sa population quand les Français le réoccupèrent le 17 mars. Toutes ses maisons avaient été plus ou moins endommagées après trois ans de guerre et les surfaces cultivables réduites d'un tiers.

Mais ce qu'ajouta le repli allemand, ce fut la destruction quasi complète des outils de travail agricoles, du cheptel et de deux mille arbres fruitiers, coupés à mi-hauteur. Si certaines mesures pouvaient trouver une justification sur le plan militaire, la plupart relevaient d'un plan délibéré de pratiquer une guerre totale. La mémoire de ces destructions est longtemps restée vivante dans la population locale.

La presse s'est enflammée à l'annonce de la libération d'une petite partie du territoire, mais elle a surtout dénoncé la "barbarie allemande" contre des villages - martyrs. Les autorités n'ont pas été en reste. Nivelles vint dès le 20 mars féliciter le maire de Noyon, Ernest Noël (2). Quatre jours après, Poincaré lui remit la croix de la Légion d'honneur. La reconstruction de la ville - et de la région - sera longue et inachevée quand les Allemands la réoccuperont de nouveau, à peine une année plus tard. La ville, fortement détruite, y gagnera en 1920 d'être parmi les vingt sept cités décorées de la Légion

d'honneur - et elle fut d'ailleurs la seule du département.

Sur le plan militaire le repli allemand a été très discret, au point que le commandement français a tardivement admis sa réalité. Au niveau suprême, Nivelles n'en a guère tenu compte quand il a lancé l'offensive d'avril. Les destructions ont évidemment ralenti la réoccupation du terrain par les troupes françaises, qui ont prudemment repris le territoire abandonné : les cavaliers entrèrent dans Lassigny le 17 mars, dans Noyon le lendemain. Cependant, dès le 22, l'état-major de la III<sup>ème</sup> armée (général Humbert) s'y installa.

L'éloignement du front permit à la ville de Compiègne de jouir d'une relative tranquillité : le *zeppelin* abattu le 17 mars dans les jardins d'une villa du faubourg Saint-Germain étant un des rares événements à signaler. Le repli allemand s'est traduit par le reflux de nombreux habitants sur Compiègne. De vives tensions entre autorités civiles et militaires ont alors surgi, la ville ne trouvant pas les capacités d'accueillir tant de monde, les secondes ne s'y intéressant manifestement pas. Un drame fit réagir vivement le sous-préfet Naux : la mort de sept personnes (évacuées semble-t-il de Roye ou de Noyon) dans la nuit du 3 avril, au moment où le G.Q.G. s'installait au Palais. Au total, quatre mille personnes furent évacuées sur Paris (3).

### La "garnison" de Compiègne en 1917 : un vaste centre hospitalier

On sait que les unités qui tenaient garnison à Compiègne (essentiellement le 54<sup>ème</sup> R.I. et le 5<sup>ème</sup> R. Dragons) quittèrent la ville dès la mobilisation. Les casernements furent occupés par des unités de passage ou des unités territoriales chargées de services divers sur les arrières. Mais l'activité principale - jusqu'à l'arrivée du G.Q.G. en avril 1917 - fut de nature hospitalière.

A l'occasion de l'exposition "*Le château de Compiègne dans la tourmente de la grande guerre*", son organisatrice, Madame Elisabeth Claude, conservateur au château, a dressé un inventaire exhaustif des établissements et formations sanitaires de Compiègne. On a estimé la capacité d'hospitalisation à quelques quatre mille lits, ce qui impliquait l'occupation d'un grand nombre de locaux à travers la ville, et des plus variés. Parmi ceux-ci, bien sûr, le Palais lui-même (340 lits dont 80 dans la galerie du bal, pas vraiment destinée à cet usage), mais aussi l'Orangerie, le collège, l'hôtel du Rond royal, sans oublier l'hôpital Saint-Joseph. Le G.Q.G. chassa l'hôpital militaire temporaire n° 15 installé depuis le début de la guerre au château, mais celui de Royallieu et l'ambulance 16/12 de Bourcier (cours Guynemer, actuelle Ecole d'état-major) continuent de fonctionner.





Les casernes de Royallieu, hôpital militaire en 1914-1918

L'inventaire d'Elisabeth Caude confirme l'importance de Compiègne comme centre hospitalier, mais il n'est pas toujours aisé de distinguer le rôle exact de chaque formation et le niveau où elle se situe. Il ne me paraît donc pas inutile de rappeler schématiquement l'organisation du service de santé pendant la guerre, en se limitant à l'aspect "fonctionnement". Le blessé est conduit au poste de secours régimentaire où il reçoit les premiers soins. Il rejoint ensuite (à pied ou en brancard) un point de regroupement facilement accessible à un véhicule. Il est alors transporté à une ambulance divisionnaire, située à une dizaine de kilomètres du front. Le rôle de cette unité est de trier les blessés (légers, graves) en traitant si nécessaire les cas les plus urgents ; elle dispose à cet effet d'une "autochir" (urgicale) dotée de deux tables d'opération. Une fois triés, les blessés sont acheminés vers un Hôpital d'Opération et d'Evacuation (H.O.E.) implanté dans chaque corps d'armée (il y en avait un à Ressons) (4). Cet hôpital dispose en théorie de 3000 lits. Une fois opérés, les blessés sont orientés, si possible en trains sanitaires, vers des hôpitaux de l'arrière ou de Paris. Il faut également s'occuper des militaires malades. A l'échelon de l'armée, il existe des

formations particulières, comme l'hôpital installé au château de Compiègne ou celui de Royallieu.

Ainsi, parce qu'elle se trouvait dans la "zone avancée" des armées, la ville de Compiègne a été très sollicitée ; de nombreuses formations sanitaires - militaires et civiles - eurent à s'occuper non seulement des blessés mais également des malades.

### Le G.Q.G. à Compiègne

L'installation du G.Q.G. début avril se traduisit pour la ville par des demandes d'hébergement nettement accrues, non seulement pour les officiers mais aussi pour les services les plus divers,

qui ne trouvaient pas place dans les casernements militaires déjà saturés : service du Trésor et des Postes, atelier des tailleurs, garages pour les véhicules automobiles etc. Encore faut-il rappeler que certains organismes avaient été délocalisés, pas toujours sans arrière-pensées ; ainsi les correspondants de guerre alliés étaient au château de Royallieu mais leurs collègues français au château d'Offémont ! On imagine sans peine à quelles difficultés pratiques les autorités locales, civiles et militaires, ont dû faire face pour contenter tout le monde.

Les Compiègnois subissaient comme tous les Français les restrictions et le renchérissement de la vie. Mais ils devaient de plus supporter la présence d'un organisme de volume et d'importance considérables (pour le seul G.Q.G., 300 officiers et plus de deux mille sous-officiers et soldats). Bien que prévue par des textes officiels (réquisitions, billets de logements), l'occupation des différentes demeures compiègnoises donna lieu à d'inévitables réclamations et doléances de toutes sortes - pas toujours injustifiées - dont témoignent, entre autres, les archives municipales que j'ai pu consulter. Finalement, le malheureux commandant d'armes ne s'en tira pas trop mal. Mais ceci est l'opinion d'un militaire...(5)



## L'offensive du 16 avril 1917

L'offensive française, dite du Chemin des Dames (elle s'étendit en fait des plateaux au nord-est de Soissons aux Monts de Champagne, à l'est de Reims) ne concernait pas directement la région compiégnnoise, si ce n'est que la ville est le siège de l'état-major qui conduisit la bataille et où affluèrent responsables politiques et militaires de très haut niveau.

C'est à ce titre qu'il faut dire un mot de la fameuse réunion du 6 avril, qui s'est déroulée dans le wagon présidentiel en gare de Compiègne. Inquiets du repli allemand, Poincaré et Painlevé (ministre de la guerre du cabinet Ribot) décident de débattre en conseil de guerre restreint des chances de cette offensive. C'était indiscutablement un geste désobligeant vis-à-vis du généralissime Nivelle, dont la nomination avait été mal acceptée par certains généraux de groupe d'armées (il n'avait pas exercé de responsabilités à ce niveau). Painlevé aurait préféré voir Pétain à sa place. La réunion fut tendue, les généraux présents restant circonspects quant aux chances de réussite de l'offensive (Pétain émit les plus fortes réserves). Nivelle offrit sa démission, que les politiques refusèrent, mais il dut promettre qu'en cas d'échec dans les trois jours, il mettrait fin à l'offensive. Le fait qu'il n'ait pas tenu parole a grandement joué dans sa chute. Mais fut-il le seul responsable ?

Cet épisode me paraît bien illustrer la complexité des relations entre pouvoir politique et pouvoir militaire dans une démocratie en guerre. Après l'éviction de Joffre, le pouvoir politique cherche à conserver la direction dans la conduite de la guerre. Malgré ses hésitations, il donne son "feu vert" à Nivelle, auréolé de son succès à Verdun.



**Chemin des Dames, le Fort de la Malmaison, repris fin 1917**

Pourquoi ? Sans doute dans le souci de soulager les Russes, ébranlés par la Révolution de février ; sans doute aussi parce qu'il sait que l'engagement des Américains sur le terrain n'est pas pour demain. De plus, les Britanniques, Haig le premier, appréciaient Nivelle et acceptèrent d'être placés sous ses ordres pour l'offensive, à laquelle ils participèrent initialement avec succès (Les Canadiens à Vimy). Enfin, l'opinion avait été "préparée" et crut au succès. Le politique donna l'impression de suivre. L'échec de Nivelle se traduisit sur le plan politique par un regain d'activité des parlementaires. Emus des piètres résultats et du taux élevé des pertes (accentuées par le fonctionnement du service de santé), ils se réunirent en Comités secrets dès la fin juin. Leurs réquisitoires furent sévères, d'autant qu'ils savaient à quoi s'en tenir : le député Ybarnégaray, par exemple, était lieutenant en première ligne à Craonne. Ils demandèrent des sanctions à l'encontre des militaires, sans pour autant absoudre l'exécutif qui avait approuvé l'offensive. Il faudra attendre la fin de l'année et Clemenceau pour voir le pouvoir exécutif reprendre véritablement l'initiative.

### Les chars

Le baptême des chars eut lieu le premier jour de l'offensive, dans la région de Berry-au-bac. Pour de multiples raisons, ce ne fut pas une réussite. Quelques jours plus tôt, le 9 avril, le général Estienne expérimentait sur le terrain de Champlieu un char plus léger et plus maniable, le Renault F.T. 17, appelé à remplacer le Schneider et le Saint-Chamond mais pour un tout autre emploi (6).

### Les mutineries de 1917, l'affaire de Coevres

Dans son livre sur la Grande guerre, Marc Ferro écrit : "*Le mouvement des mutineries secoua plus encore les milieux dirigeants que l'échec du Chemin des Dames*". J'ai abordé l'aspect militaire des mutineries dans mon article sur le G.Q.G. et sur le rôle de Pétain. Je voudrais ici évoquer l'une d'entre elles, qui se déroula aux frontières du département, en insistant sur le point de vue du "civil".

Petit village situé à huit kilomètres au sud-est de Vic-sur-Aisne, alors peuplé de cinq cents habitants, Coevres devait être être au coeur d'une des plus importantes et des plus longues

mutineries qui ont frappé l'armée française après l'échec du Chemin des Dames. L'affaire a été maintes fois évoquée et a donné naissance à des récits plus ou moins éloignés de la réalité ; les récents travaux de Denis Robland doivent permettre d'y voir plus clair (7).

Si j'évoque cette affaire, c'est parce que j'ai découvert qu'un témoin privilégié avait des liens étroits avec Compiègne. Il s'agit d'Albert de Bertier de Sauvigny, qui habitait le château de Coeuvres et exerçait la fonction de maire de la commune. Descendant de l'infortuné intendant de Paris massacré en juillet 1789, possédant une résidence rue de l'Aigle, Albert de Bertier faisait partie de l'aristocratie compiégnnoise, dont François Callais a montré naguère la place et le rôle important à Compiègne jusqu'à la seconde guerre mondiale. De Bertier partageait son temps entre Compiègne, Paris, Londres - où il siégeait au Comité Olympique qui préparait les futurs jeux prévus en 1916 à ... Berlin - sans négliger pour autant sa mairie de Coeuvres.

En parcourant ses souvenirs, réédités récemment par l'Association *Soissonnais 14-18*, on y découvre en effet un édile fort soucieux de ses administrés, qu'il défend contre les empiètements des militaires, qu'ils soient allemands (le 12 septembre 1914, après la Marne, l'état-major de Von Klück loge dans son château) ou français. Le village et ses environs vont en effet servir de casernements à de nombreuses unités (jusqu'à cinq mille hommes !), puisque, comme on sait, le front va longtemps se stabiliser au nord de l'Aisne.

Ardent patriote, Albert de Bertier pousse son fils aîné à s'engager en mars 1915. Ce dernier disparaît un an plus tard à Douaumont. Le père paie également de sa personne : à cinquante quatre ans, il demande et obtient d'être mobilisé et sert dans divers états-majors locaux,

de la fin 1915 à février 1918. L'attaque allemande du printemps va l'obliger à renoncer à ses activités militaires pour se consacrer à son village, bientôt évacué.

Décrivons sommairement l'affaire de Coeuvres. Le 2 juin 1917, le 370ème R.I. reçoit l'ordre de quitter ses cantonnements de Coeuvres et de Laversine pour gagner la région de Bercy-le-sec, à l'est de Soissons (Engagement probable vers le Moulin de Laffaut). La compagnie de Laversine puis celle de Coeuvres refusent de partir. Une masse initiale de près de six cents hommes se met en route vers Villers-Cotterêts, une centaine fait demi-tour et regagne les cantonnements. La marche vers Villers-Cotterêts est abandonnée et les mutins s'installent dans les bois entre Coeuvres et Missy-aux-bois. Dans la nuit du 3 au 4 juin, les mutins tentent de rejoindre Soissons, où le 17ème R.I. s'est également mutiné. Ils en sont empêchés par des unités de cavalerie. Finalement, au bout de quatre jours, le 8 juin à l'aube, ils acceptent de se soumettre.

Après la reddition des mutins, trente et un d'entre eux (sur environ 400, soit 8%) sont traduits devant le Conseil de guerre de la 170ème D.I. siégeant à Soissons. A l'issue de débats tendus, le Conseil de guerre prononce dix sept condamnations à mort, dont douze à l'unanimité. Le président de la République en commue seize. Un seul sera fusillé. Le passé chargé de l'intéressé, par ailleurs célibataire, a vraisemblablement joué en sa défaveur.

Comment Albert de Bertier a-t-il vécu les événements qui se déroulaient en grande partie sur sa commune ? Il n'est pas présent le 2 juin quand la mutinerie éclate, puisqu'il sert dans un organisme à La Ferté Milon. (Vingt km au sud de Villers-Cotterêts) Devant effectuer le lendemain une liaison vers l'état-major de

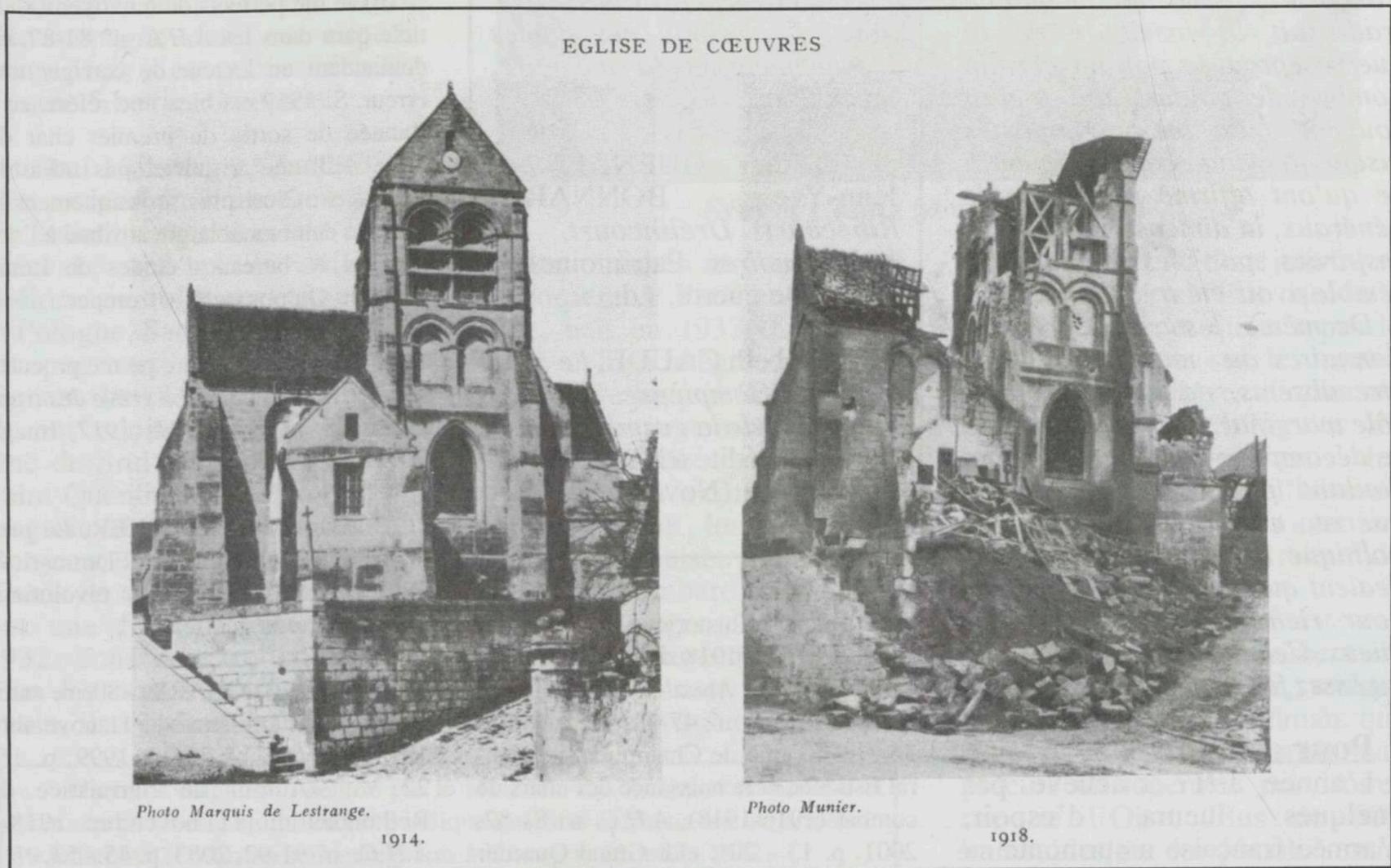
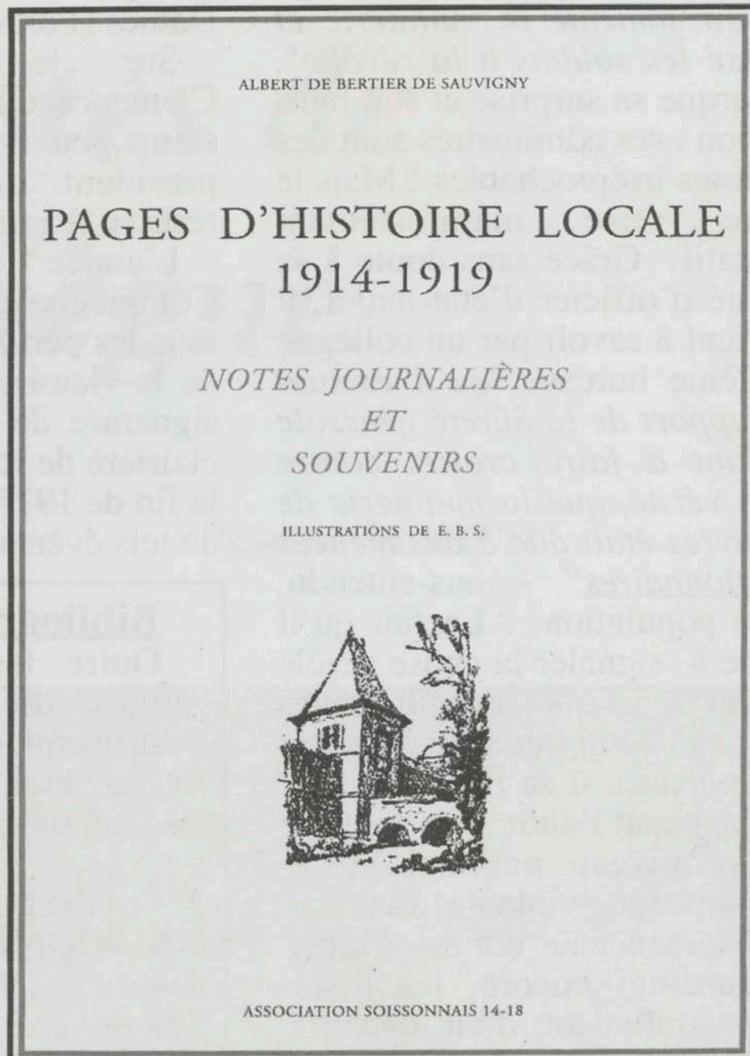
Franchet d'Esperey à Vic-sur-Aisne, il en profite pour passer à Coeuvres et entre en contact avec un officier du 21ème C.A. chargé d'enquêter sur la mutinerie. Il assiste avec lui à la première tentative faite pour ramener - sans succès - les mutins à la raison. Il observe que les " égarés ", comme il les nomme, se montrent à la fois déterminés dans leur refus de se rendre et respectueux du rituel militaire : ils montent la garde dans le bois et saluent les officiers venus les interroger. Quand ils se rendront, ils le feront, aux dires des d'officiers du 15ème Régiment de Chasseurs qui les encerclait, "*dans un ordre parfait, en colonne par quatre, tous parfaitement propres et astiqués*" (Propos rapportés par de Bertier). Ce comportement digne a manifestement surpris l'officier de réserve qu'il est, plutôt enclin à voir dans la mutinerie "*une trace indubitable de la propagande révolutionnaire qui se fit en ce moment dans toute l'armée*". Laissons lui la responsabilité d'une généralisation abusive concernant l'étendue de la crise.

Reste à en déterminer les causes. Déplacé d'Alsace en vue de participer à l'offensive sur le Chemin des Dames, le 370ème R.I. n'a pas encore été engagé. En cantonnement, il a été en contact avec des unités redescendant du front, qui parlaient en termes très critiques des mauvaises conditions de l'assaut. L'idée de partir dans le redoutable secteur du Moulin de Laffaut, de sinistre mémoire, a sans aucun doute servi de déclencheur au mouvement de révolte. On peut évoquer d'autres causes, d'ordre strictement militaire ou plus générales ; les rapports établis aux différents niveaux de la hiérarchie hiérarchiques sont loin d'être concordants sur ce point. La lecture de d'A de Bertier nous apprend quelque chose de plus.

Courant juin, il est interrogé par un inspecteur de police qui lui demande si, en tant que maire



**Albert de Berthier de Sauvigny (1861-1948)  
pendant la la Grande Guerre**



EGLISE DE CŒUVRES

Photo Marquis de Lestrangle.

1914.

Photo Munier.

1918.

de Coevres, "il ne soupçonne pas plusieurs de ses administrés d'avoir fomenté la mutinerie et poussé les soldats à la révolte". Il marque sa surprise et son indignation : ses administrés sont des patriotes irréprochables ! Mais le maire reste manifestement dubitatif. Grâce sans doute à sa qualité d'officier d'état-major, il parvient à savoir par un collègue du 2ème bureau, "qu'il existait un rapport de la Sûreté générale tendant à faire croire, contre toute vérité, que la mutinerie de Coevres était due à des menées réactionnaires" - sous-entendu, de la population... Le fait qu'il tienne à signaler la chose révèle à mon sens que les différentes autorités, civiles et militaires, ont eu tendance à se dédouaner ... en chargeant l'autre.

Au niveau national, n'oublions par les violentes diatribes de Clemenceau contre Malvy. Aujourd'hui encore, les historiens continuent d'en débattre. Laissons donc le dernier mot à l'un d'entre eux, Jean-Jacques Becker : "Quel sens donner à la crise d'indiscipline de l'armée française ? Il va de soi qu'elle traduisait la lassitude de la guerre éprouvée par un certain nombre de soldats qui s'était souvent très bien comportés jusque-là. Mais, contrairement à ce qu'ont affirmé beaucoup de généraux, la dimension pacifiste, inspirées par les socialistes, semble avoir été très limitée.

De même, les aspects révolutionnaires du mouvement, sans être absents, ne jouèrent qu'un rôle marginal. En fait l'armée ne se décomposa pas, les soldats ne voulant pas mettre fin à la guerre, ni changer le régime politique de la France; ils exigeaient qu'on ne les fit plus tuer pour rien et qu'on les traitât mieux. Cela explique que la crise fut assez facilement résorbée" (8).

### **Pour conclure**

L'année 1917 s'achève par quelques lueurs d'espoir. L'armée française a surmonté sa

crise du moral et remporté quelques succès au Chemin de Dames (Fort de la Malmaison).

Sur le plan politique, Clemenceau a constitué le troisième gouvernement de l'année ; président du Conseil, il se réserve le ministère de la Guerre.

L'année 1918 sera, pour Compiègne et sa région, celle de tous les périls mais aussi l'année de la victoire, concrétisée par la signature de l'armistice dans la clairière de Rethondes (9). Qui, à la fin de 1917, aurait pu imaginer de tels événements ?

### **Bibliographie :**

Outre les ouvrages classiques, dont celui de Guy Pédroncini sur les mutineries, et ceux bien connus sur la ville de Compiègne :

- Albert de BERTIER DE SAUVIGNY, *Pages d'histoire locale 1914-1919. Notes journalières et souvenirs*. 1ère édition 1934. Réédité par l'Association *Soissonnais 14-18* en 2001.

- Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Le chemin des dames L'évènement et la mémoire*, Stock 2004.

- Didier GUENAFF & Jean-Yves BONNARD, *Ribécourt Drélincourt, les années noires*. Patrimoine de la Grande guerre. s.d.

- Elisabeth CAUDE, *Le château de Compiègne dans la tourmente de la grande guerre*. Catalogue édité à l'occasion de l'exposition (Novembre 2002-mars 2003).

### **NOTES :**

(1) «Aperçu historique sur les combats de 1914 à 1918 dans la région de Compiègne», *Annales Historiques Compiègnaises*, n° 47-48, 1985, p. 17-34 ; «Le camp de Champlieu, le général Estienne et la naissance des chars de combat (1916-1918), *A.H.C.* n° 81-82, 2001, p. 13 - 20 ; «Le Grand Quartier

Général au château de Compiègne et la conduite de la guerre, 1917-1918», *A.H.C.*, n° 89-90, 2003, p. 39 - 48. ; «Compiègne, ville de garnison (1871-1945)», *A.H.C.*, n° 97-98, 2005, p. 13 - 24.

(2) Jean-Yves BONNARD, «Ernest Noël (1847-1930), sénateur-maire de Noyon. Un symbole national dans la Grande Guerre», *A.H.C.*, n° 85-86, 2002, p. 36-48.

(3) Je n'ai pu déterminer sur quelle période porte ce chiffre, qui doit correspondre à la totalité des personnes déplacées, à commencer par ceux de Chauny, laissées sur place par les Allemands, et pas uniquement à celles de Roye et Noyon.

(4) Marthe CAILLAUD, «Un service de santé pendant la guerre de 1914-1918, l'hôpital d'évacuation de Ressons-sur-Matz», *A.H.C.*, n° 19, 1982, p. 31 - 43.

(5) La lecture de l'incontournable ouvrage de J.R. LEFEVRE, *Compiègne pendant la Guerre de 1914-1918*, donnera l'opinion des civils.

(6) Je me permets de renvoyer à l'article paru dans les *A.H.C.* n° 81-82, en demandant au lecteur de corriger une erreur. Si 1917 est bien une référence à l'année de sortie du premier char de série F.T. ne signifie pas «Faible Tonnage». C'est plus prosaïquement le numéro de nomenclature attribué à l'engin par le bureau d'études de Louis Renault. On pouvait s'y tromper...

(7) Je n'ai pas encore pu me procurer son dernier ouvrage, *La grève des tranchées, les mutineries de 1917*, Imago 2005.

(8) Jean-Jacques BECKER, *La première guerre mondiale*, Flammarion, 1991, 2 vol., Ch. 17, «Les révolutionnaires contre la guerre».

(9) Michel DICHARD, «80ème anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918», *A.H.C.*, n° 75-76, 1999, p. 15-22. ; «Autour de l'armistice de Rethondes du 11 novembre 1918», *A.H.C.*, n° 91-92, 2003, p. 45 - 53.